

Roger Picard, un dÃ©fenseur des droits de l'homme en exil

Description

Les images et documents d'archives en lien avec cet article sont exposÃ©s dans la galerie [Cinq professeurs victimes](#)

TÃ©lÃ©charger

NÃ© Ã BesanÃ§on le 1^{er} septembre 1884, Roger Picard est issu d'une famille juive de Franche-ComtÃ©. Son pÃ¨re Louis Picard (1846-1917, fils de FranÃ§ois Cerf Picard et de Sara Bernard) Ã©tait prÃ©sident de la chambre syndicale des marchands tailleurs et confections de l'Est de la France et sa mÃªre, StÃ©phanie Fraineaud (dÃ©cÃ©dÃ©e en 1936) Ã©tait vraisemblablement catholique. Il est dÃ©clarÃ© sous le nom de sa mÃªre avant d'Ãªtre reconnu par son pÃ¨re lors du mariage de ses parents en 1886. Volontaire pour un service militaire en 1902, probablement Ã l'issue de son baccalaurÃ©at, il est libÃ©rÃ© en 1903 et entame alors des Ã©tudes de philosophie (licenciÃ© Ã s lettres de la Sorbonne), d'histoire (Ã l'Ãcole pratique des Hautes Ã?tudes) et de droit (il est notamment l'Ã©lÃ¢ve de Charles Gide en licence). Il se marie en 1906 Ã Fernande Ernestine Espinasse. Ã la facultÃ© de droit de Paris, il soutient en 1908 une premiÃ¨re thÃse sur *La philosophie sociale de Renouvier*, puis une seconde thÃse en 1910 sur *Les cahiers de 1789 au point de vue industriel et commercial*. Alors que son directeur de thÃse est l'Ã©historien du droit Ã?mile ChÃ©non, catholique et monarchiste, Roger Picard rejoint les milieux coopÃ©ratifs et socialistes. Membre de l'Union coopÃ©rative, il participe en 1912 au congrÃ©s de la ConfÃ©dÃ©ration des coopÃ©ratives socialistes et ouvriÃ¨res, puis devient membre du Conseil central de la FÃ©dÃ©ration Nationale des CoopÃ©ratives de consommateurs. AdhÃ©rent de la SFIO, il est secrÃ©taire de rÃ©daction de la *Revue socialiste* de 1910 Ã 1914, dont Albert Thomas, grande figure du socialisme normalien, est le rÃ©dacteur en chef. Il y publie des revues de livres et des articles sur le travail ou l'impÃ¢t. Il se prononce pour un salaire minimum dans *Le minimum lÃ©gal de salaire* (1913) et dÃ©fend les ouvriÃ¨res et ouvriers Ã domicile en suivant des congrÃ©s internationaux et en devenant correspondant de l'Office international du travail Ã domicile. Il participe aussi Ã la *Revue d'histoire des doctrines Ã?conomiques et sociales* et Ã la *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, oÃ¹ il publie de nombreux comptes rendus sur l'histoire des idÃ©es Ã?conomiques. Il est Ã partir de 1931 rÃ©dacteur en chef de cette revue ayant pris le titre de *Revue d'histoire Ã?conomique et sociale*. Il devient membre de la SociÃ©tÃ© d'histoire moderne. Il commence une carriÃ¨re d'enseignant Ã l'Ãcole supÃ©rieure de commerce de Paris (1910-1921). MobilisÃ© dans l'infanterie comme sergent dÃ©s le 2 aoÃ»t 1914, il devient rapidement officier d'administration chargÃ© du service sanitaire et des ambulances Ã BesanÃ§on. Il est ensuite versÃ© au ministÃ©re de l'Armement et des fabrications de guerre, trÃ¨s certainement Ã l'initiative du ministre Albert Thomas, et y fait la connaissance de l'Ã?conomiste William Oualid, qui sera plus tard son collÃgue Ã la facultÃ© de droit de Paris, frappÃ© comme lui par la lÃ©gislation antisÃ©mitique de Vichy.

MobilisÃ© en 1919, Roger Picard rÃ©ussit l'agrÃ©gation de sciences Ã?conomiques et il est affectÃ© Ã la facultÃ© de droit de Lille oÃ¹ il enseigne l'Ã?conomie politique et la

lÃ©gislation industrielle, devenant professeur sans chaire en 1925. Ã Lille il a lÃ??historien du droit Henri LÃ©vy-Bruhl et lÃ??Ã©conomiste Bernard Lavergne (un autre Ã©lÃ¢ve de Charles Gide) comme collÃ¨gues. Il continue Ã Ãªtre actif dans le mouvement coopÃ©ratif : il signe le manifeste des universitaires en faveur de la coopÃ©ration rÃ©digÃ© par Charles Gide en 1931. Il est aussi en contact avec le secrÃ©taire fÃ©dÃ©ral des coopÃ©ratives du Pas-de-Calais, Gaston Prache. En 1927 il remplace RenÃ© Maunier, en congÃ©, comme chargÃ© de cours dÃ??Ã©conomie politique coloniale Ã Paris, puis supplÃ©e Albert Aftalion en 1928, enseignant lÃ??Ã©conomie gÃ©nÃ©rale en doctorat, la statistique et lÃ??Ã©conomie rurale. Il est placÃ© en 1929 en position dÃ??agrÃ©gÃ© auprÃ?s de la facultÃ© de droit de Paris et il est titularisÃ© rapidement comme professeur sans chaire en 1930, puis avec une chaire dÃ??Ã©conomie politique Ã partir de 1937, enfin de statistique en 1938.

En-dehors de la facultÃ© de droit de Paris, il donne des cours au Conservatoire national des arts et mÃ©tiers, Ã lÃ??Ã?cole coloniale, Ã lÃ??Ã?cole supÃ©rieure dÃ??enseignement financier, Ã lÃ??Institut des sciences sociales de lÃ??UniversitÃ© nouvelle de Bruxelles. Comme dÃ??autres enseignants de la facultÃ© de droit de Paris, il cumule les fonctions dans des comitÃ©s consultatifs : Conseil consultatif supÃ©rieur du commerce et de lÃ??industrie, Conseil national Ã©conomique (dans la catÃ©gorie « Population et consommation »), Conseil supÃ©rieur des assurances sociales, ComitÃ© technique Ã lÃ??alimentation, Conseil supÃ©rieur des habitations Ã bon marchÃ©, ComitÃ© supÃ©rieur du bois, Commission de rÃ©vision des impÃ©ts sur les revenus, ComitÃ© dÃ??organisation scientifique du travail, ComitÃ© juridique consultatif de la Banque de France. Il est Ã©galement membre du ComitÃ© du contentieux du MinistÃ?re de lÃ??Ã?ducation nationale et participe Ã des œuvres sociales comme Ã des organisations patronales : Office franÃ§ais du travail Ã domicile, Organisation franÃ§aise pour le progrÃ?s social, ComitÃ© directeur de la FÃ©dÃ©ration des industriels et commerÃ§ants FranÃ§ais.

Venu de la gauche mais hostile aux grÃ?ves de la CGT en 1919, Roger Picard Ã©volue vers des positions libÃ©rales en Ã©conomie, tout en restant fidÃ©le Ã lÃ??esprit coopÃ©ratif : avec Albert Thomas et Charles Gide, il continue Ã Ã©crire dans les revues coopÃ©ratives, il est membre de lÃ??Association franÃ§aise pour le progrÃ?s social et se rapproche du mouvement du Redressement franÃ§ais dÃ??Ernest Mercier. EntrÃ© Ã la SociÃ©tÃ© dÃ??Ã©conomie politique en 1924, il est admis dans les annÃ©es trente grÃ¢ce Ã Jacques Lacour-Gayet au ComitÃ© dÃ??action Ã©conomique et douaniÃ?re qui dÃ©fend les intÃ©rÃ?ts du grand commerce parisien et le libÃ©ralisme Ã©conomique face Ã la crise.

Il joue aussi un rÃ le de premier plan au sein de la Ligue des droits de l'homme. Membre du ComitÃ© central de la LDH de 1923 Ã 1948, trÃ©sorier national pendant quatre ans, il devient vice-prÃ©sident en 1928. Selon Victor Basch, prÃ©sident de la LDH de 1926 Ã 1944, il fait partie des Ã©conomistes « Ã©minemment distinguÃ©s », savants « austÃ?res » qui sâ??abreuvent de chiffres et de faits. Il est aussi rÃ©putÃ© comme un grand connaisseur de la poÃ©sie, rÃ©citant des vers par cœur, et comme un mÃ©lomane passionnÃ©. En 1925 il sâ??intÃ©resse Ã la question des droits des Ã©trangers, dont les droits sont « sacrÃ©s » mais doivent passer aprÃ?s ceux des FranÃ§ais. Ses positions modÃ©rÃ©es (par exemple sur la justice fiscale) sont critiquÃ©es au sein de la LDH. Il soutient le ComitÃ© dÃ??accueil aux victimes de lÃ??antisÃ©mitisme nazi et, au dÃ©but de la Seconde Guerre mondiale, il refuse de dÃ©fendre le parti communiste interdit aprÃ?s la signature du pacte germano-soviÃ©tique. Il est directeur de cabinet de ministres radicaux, au ministÃ?re du Commerce et de lÃ??Industrie auprÃ?s de Julien

Durand en 1932 et au ministÃ“re de lÃ©ducation nationale au premier semestre de lÃ©anÃ©e 1936 auprÃ“s dÃ“Henri Guernut, son camarade Ã la Ligue des droits de lÃ©homme. Il dÃ©fend alors son collÃ“gue Gaston JÃ“ze chahutÃ© par les Ã©tudiants nationalistes qui contestent son engagement en faveur de lÃ©thiopie contre lÃ©Italie. Membre de la Paix par le droit, il affiche des positions pacifistes. Il est auditionnÃ© en 1935 par la commission dÃ“enquÃ“te sur lÃ©affaire Stavisky. En 1938 et en 1940 ses candidatures Ã lÃ©AcadÃ©mie des sciences morales et politiques Ã©chouent.

Les publications scientifiques de Roger Picard sont nombreuses avec plusieurs livres (*Le contrÃ“le des ouvriers sur la gestion des entreprises*, 1921 ; *Le salaire et ses complÃ©ments*, 1925 ; lÃ© *Histoire du mouvement syndical franÃ§ais pendant la guerre*, 1927 ; *Les assurances sociales. Commentaire de la loi, du 5 avril 1928*, 1928 ; un *Manuel de lÃ©gislation ouvriÃ“re*, 1938). Il traduit aussi lÃ© *Introduction Ã la philosophie* de William James en 1926 et participe (avec William Oualid) Ã un ouvrage collectif sur Proudhon en 1920. Il dirige plusieurs thÃ“ses dont celle de FranÃ§ois Bloch-LainÃ© en 1936 sur les loisirs ouvriers et lÃ©ducation populaire. Il publie de trÃ“s nombreux articles dans la *Revue dÃ©conomie politique*, la *Semaine juridique*, la *Revue gÃ©nÃ©rale de droit public*, *Lâ??Europe nouvelle*, *Lâ??Orientation Ã©conomique*, la *Revue politique et parlementaire*, le *Journal du Commerce*. Il Ã©crit Ã©galement dans des journaux plus politiques, comme *Lâ??Intransigeant* et *Le Journal*.

En juin 1940, malade et craignant peut-Ãªtre les consÃ©quences de lÃ©armistice, il se rend au Portugal avec sa femme. De lÃ , il candidate au soutien de la Fondation Rockefeller pour partir aux Ã©tats-Unis. Sans nouvelles de celle-ci et nÃ©anmoins ayant probablement pas pu sÃ©embarquer pour lÃ©AmÃ©rique, il demande Ã rentrer en France par une lettre au ministÃ“re le 18 aoÃ“t 1940. Il se rend Ã Vichy juste avant la promulgation du statut des juifs en septembre-octobre 1940 et demande une autorisation de sortie pour se rendre Ã New York, ayant finalement rÃ©su lÃ©invitation de la Fondation Rockefeller, avec laquelle il est en contact entre autres par lÃ©intermÃ©diaire de Georges Gurvitch. Le ministÃ“re, sous la direction de Georges Ripert (qui connaÃ®t bien sÃ»r son collÃ“gue en tant que doyen de la facultÃ© de droit), dÃ©cide de le suspendre temporairement de ses fonctions pour avoir quittÃ© la France sans autorisation. La lettre de Ripert adressÃ©e au ministre de lÃ©IntÃ©rieur indique quâ??il est Ã« libre dÃ??aller occuper un poste de professeur dans un institut amÃ©ricain Â» et quâ??il nâ??y a pas dÃ??inconvÃ©nient Â» Ã ce quâ??il sâ??Ã©loigne momentanÃ©ment de la France et Ã« aille gagner sa vie Ã lÃ©tranger Â». Cette apparente indiffÃ©rence Ã son sort trahit la connaissance de ses origines juives. La suspension sans traitement pendant deux ans intervient finalement par un arrÃ“tÃ© du 31 octobre 1940 (Archives nationales, F/17/27323). En aoÃ“t 1941, Ripert redevenu doyen signale que Roger Picard, Â« dÃ??aprÃ“s la renommÃ©e publique Â» a Â« un pÃ“re juif et deux grands-parents paternels qui sont juifs Â». Sâ??il a Â« Ã©pousÃ© une chrÃ©tienne Â», il ne paraÃ®t pas Ãªtre adhÃ©rent dÃ??une confession reconnue par lÃ©tat avant la loi de SÃ©paration de 1905. Il est donc considÃ©rÃ© comme juif au regard de la loi du 2 juin 1941, dans lÃ©absence de la possibilitÃ© de lÃ©interroger et de pouvoir fournir un certificat de baptÃ“me catholique ou protestant. TrÃ“s probablement, beaucoup de ses collÃ“gues ignoraient ses origines, dÃ??autant plus que le civiliste Maurice Picard, civiliste et professeur de droit des assurances Ã la facultÃ© de droit, Ã©tait lui catholique. Entre-temps, peut-Ãªtre avec lÃ©aide de Joseph BarthÃ©lemy, devenu ministre de la Justice, Roger Picard a pu obtenir son autorisation de sortie de la France Ã lÃ©hiver 1941 et, parvenu Ã Lisbonne dÃ©but avril, il trouve lui-mÃªme avec sa femme un bateau espagnol en partance pour New York, oÃ¹ il arrive

enfin en mai. Mis Ã la retraite dÃ??office en aoÃ»t 1942 en application du second statut des juifs, Roger Picard est rÃ©intÃ©grÃ© Ã la LibÃ©ration par un arrÃ?tÃ© du 4 octobre 1944.

Ã New York, Roger Picard enseigne Ã la *New School for Social Research*, donnant des cours sur *Evolution of the socialist systems in France* au printemps 1942, *Le romantisme social* en 1942â??1943, *Formation of the Democratic Doctrine in France in the 18th Century* au 1^{er} semestre 1943â??1944 et *Socialist Doctrines in France from the Revolution to the Commune* au printemps 1944. Il donne Ã©galement des consultations en matiÃ“re Ã©conomique. ParallÃ?lement, il participe Ã lâ??automne 1941 Ã la fondation de lâ??Ãcole Libre des Hautes Ã?tudes (ELHE), foyer des adversaires de Vichy et des partisans de la RÃ©sistance. Se montrant antigaulliste, partisan du maintien des relations diplomatiques entre les Ã?tats-Unis et Vichy, Roger Picard est toutefois exclu de lâ??ELHE et de ses fonctions de « doyen des sciences sociales » par Jacques Maritain. Il continue cependant Ã dÃ©fendre lâ??indÃ©pendance de la France contre lâ??Allemagne par des confÃ©rences pour le compte de la FÃ©dÃ©ration de lâ??Alliance franÃ§aise et de la *Bar Association* de New York dont il est membre. Ces confÃ©rences donnent lieu Ã plusieurs publications : *La DÃ©mocratie franÃ§aise : hier, aujourdâ??hui, demain* (1944), *Le conflit des doctrines Ã©conomiques en France Ã la veille de la guerre* (1944), *La reconversion Ã©conomique aux Ã?tats-Unis de lâ??Ã©conomie de guerre Ã lâ??Ã©conomie de paix* (1945).

Il rÃ©dige Ã©galement pendant la guerre un livre sur les *Salons littÃ©raires et la SociÃ©tÃ© franÃ§aise 1610â??1789*. IsolÃ©, malade, il reste aux Ã?tats-Unis Ã la LibÃ©ration en dÃ©pit de sa rÃ©intÃ©gration et ne rentre en France quâ??en 1949. Nâ??ayant pas souhaitÃ© reprendre son enseignement, il demande des congÃ?s successifs, est nommÃ© professeur honoraire en 1948 et est admis Ã la retraite en 1949. Il publie encore des livres et des articles, notamment en faveur de lâ??union de lâ??Europe (*Lâ??UnitÃ© europÃ©enne par lâ??intercitoyennetÃ©*, 1948), jusquâ??Ã sa mort, Ã Versailles, le 16 mars 1950.

Jean-Louis HalpÃ©rin, professeur dâ??histoire du droit Ã lâ??Ãcole normale supÃ©rieure â?? PSL

Indications bibliographiques

Badel Laurence, *Un milieu libÃ©ral et europÃ©enâ?: Le grand commerce franÃ§ais 1925â??1948*, « Histoire Ã©conomique et financiÃ“re â?? xix^eâ??xx^e », Vincennes, Institut de la gestion publique et du dÃ©veloppement Ã©conomique, 1999, <https://books.openedition.org/igpde/2202>.

Gaumont Jean, « PICARD Roger, Bernard », dans *Le Maitron*, 2010, <https://maitron.fr/spip.php?article126157>.

Julliot de La MorandiÃ“re LÃ©on, « Roger Picard », dans *Annales de lâ??UniversitÃ© de Paris*, vol. 20, 1950, p. 206â??210.

Loyer Emmanuelle, *Paris Ã New Yorkâ?: intellectuels et artistes franÃ§ais en exil, 1940-1947*, Paris, Grasset, 2005.

Naquet Emmanuel, *Pour lâ??humanitÃ©?: la Ligue des droits de lâ??homme, de lâ??affaire Dreyfus Ã la dÃ©faite de 1940, « Histoire »*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2019.

Pour citer cet article

HalpÃ©rin Jean-Louis, « Roger Picard, un dÃ©fenseur des droits de lâ??homme en exil », dans *Exclude, persÃ©cuter, rÃ©intÃ©grer. Des victimes de la lÃ©gislation antisÃ©mitique Ã la facultÃ© de droit de Paris (1940â??1945)* [exposition en ligne]. BibliothÃ©que interuniversitaire Cujas, 2025, <https://expo-victimes-vichy-faculte-droit-paris.bibliothequecujas.fr/roger-picard/>.

Date

08/12/2025